

Les services publics, alternatives à l'austérité et créateurs de richesses

Vendredi 16 mai 2014

de 17H30 à 21H30

à la Bourse du Travail de Paris

Salle Ambroise Croizat

3 rue du Château d'Eau 75010 – Métro République

FSU, Union Syndicale Solidaires, UGFF-CGT, CGT Services Publics, CGT Banque de France, CGT Fédération Finances, SUD PTT, ANECR, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence Nationale Rail, Coordination Eau IDF, ATTAC, Fondation Copernic, UNRPA, Les Amis de la Commune, CNAFAL, Résistance Sociale, Gauche Avenir, Démocratie et Socialisme, FdG : PCF, PG, GU, Ensemble !, R&S, PCOF.

Les politiques d'austérité européennes comme nationales mettent en péril nos services publics.

Désormais c'est l'idée même de service public qui est en péril : le souci de la rentabilité a remplacé celui de l'intérêt général. Les structures en charge des missions de services publics (telles que la Poste ou la SNCF) considèrent leurs obligations de service public comme des entraves à leur développement et à leur compétitivité. Les usagers deviennent des « clients » d'oligopoles, les personnels des variables d'ajustement.

Les services publics sont de plus en plus éloignés des besoins des usagers et gérés en dépit de l'intérêt général. Conséquence : les élus, les citoyens, les usagers, les personnels sont de plus en plus écartés des décisions.

Les 30 milliards d'euros accordés aux grandes entreprises avec le pacte dit « de responsabilité », le plan de réduction du financement public de 50 milliards, confirmé par Manuel Valls, pour l'Etat, les collectivités locales et les prestations sociales sont **autant de solidarité, de services publics de proximité ôtés aux citoyens, d'investissements, sources de richesses, supprimés.**

Pour stopper cette gabegie tant humaine que financière, pour créer une économie solidaire et durable et mettre l'humain au cœur de notre société, il est nécessaire de nous mobiliser, de converger afin de créer un rapport de force qui nous soit favorable.

C'est ce que nous voulons commencer le 16 mai, ensemble, citoyens, usagers, élus, personnels, militants :

réfléchir aux alternatives et trouver les modalités pour permettre la création dans tous les départements de collectifs de défense, de développement et de démocratisation des services publics, base nécessaire pour le lancement d'ASSISES POUR LA REFONDATION DES SERVICES PUBLICS.